



## CORONAVIRUS

## L'exécutif face à l'« épreuve de vérité » du 2 juin

Edouard Philippe doit annoncer cette semaine les modalités de la deuxième phase du déconfinement

Jusqu'ici, tout va (un peu) mieux. Deux semaines après le lancement du déconfinement, l'exécutif observe avec soulagement l'évolution de l'épidémie de Covid-19. Même s'il est « trop tôt pour tirer des conclusions », le ministre de la santé, Olivier Véran, a indiqué qu'il n'y a pas pour l'heure de signes d'une « recroissance » de la circulation du virus. Les indicateurs sont plutôt encourageants : le nombre de décès et d'entrées en service de réanimation, chiffre-clé pour mesurer la pression sur le système hospitalier, décroît de manière progressive. « Même si la prudence reste de mise, il y a plutôt un sentiment de satisfaction partagé sur la manière dont se déroule le déconfinement. Que ce soit dans les transports ou les écoles, les choses se passent bien », se réjouit le délégué général de La République en marche (LRM), Stanislas Guerin.

De quoi donner un peu d'air à l'exécutif, après un début de gestion de crise chaotique. Le premier ministre, Edouard Philippe, doit annoncer cette semaine les modalités de la deuxième phase du déconfinement, qui débute le 2 juin. Dire quelles régions restent en rouge et lesquelles passent en vert. Dire aussi si les parcs et jardins pourront rouvrir à Paris, comme le réclament les élus de la capitale. Dire si les lycéens reprendront le chemin des cours avant les vacances d'été, et si l'oral du bac de français sera maintenu à la fin du mois de juin, comme le préconise le ministre de l'éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Dire enfin quand les cafés et restaurants pourront lever leur rideau, après deux

mois et demi de fermeture forcée. « Les deux sujets importants de cette deuxième phase restent l'éducation et les transports publics », assure-t-on à Matignon.

**Clusters « maîtrisables »**

Ces derniers jours, le gouvernement a déjà desserré un peu l'étouffement. Vendredi, il a annoncé que les Français pouvaient déménager ou visiter un bien immobilier à plus de 100 kilomètres de leur domicile, malgré les restrictions. Les Français pourront également voter le 28 juin pour le second tour des élections municipales, là où les maires n'ont pas encore été élus. Une clause de revoyure est prévue dans deux semaines, pour tout arrêter en cas de reprise de l'épidémie, mais le premier ministre veut y voir que « la vie économique, la vie sociale, la vie démocratique, la vie privée même [reprennent] leurs droits face au virus ». Le 14 mai, déjà, le gouvernement assurait que les Français pourraient partir en vacances cet été. « L'annonce d'un plan tourisme a permis d'offrir une lueur d'espoir aux Français (...), ça a été un déclic psychologique », se félicite un ministre.

Le fait que de nouveaux clusters se soient déclarés çà et là, notamment dans des départements verts jusque-là relativement épargnés par l'épidémie, n'inquiète pas outre mesure. « C'est normal qu'il y ait des clusters, c'est une conséquence évidente du déconfinement. C'est maîtrisable », estime un ministre, alors que le nombre de morts quotidiens du Covid-19 baisse de manière continue de-

puis le 8 mai. Le secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères chargé du tourisme, Jean-Baptiste Lemoine, a néanmoins interrogé le coordonnateur à la stratégie de déconfinement, Jean Castex, sur la stratégie à adopter en cas de multiplication de ces foyers d'infection sur les sites touristiques cet été.

**« Réussir les jours d'avec »**

« Nous sommes capables de repérer ces clusters, se rassure un proche d'Edouard Philippe. Il est trop tôt, de manière générale, pour faire un bilan du déconfinement, mais nous avons des indicateurs intéressants, notamment sur le déploiement des tests. La situation est évolutive, il faut se laisser un peu de temps d'analyse. Il est trop tôt pour parler d'optimisme ou de pessimisme. » A l'Elysée, on assure d'ailleurs qu'il y aura « une troisième étape, jusque début juillet, et sans doute une quatrième, jusque fin août », avant que les Français ne retrouvent un semblant de vie normale.

Au sein du gouvernement et de la majorité, beaucoup voient en tout cas la date du 2 juin comme « une épreuve de vérité ». Le moment où un premier bilan sanitaire du déconfinement pourra être établi et où l'opinion jugera de l'efficacité de la stratégie adoptée par le pouvoir. « C'est la vraie étape, car on pourra commencer à voir où en est l'épidémie, si on peut débloquent de nouveaux secteurs et cheminer un peu plus vers un retour à la normale », estime le député (LRM) de Paris Hugues Renson. « Ce sera un rendez-vous très important pour pouvoir continuer



à avancer et à projeter le pays dans des jours plus heureux», ajoute Stanislas Guerini.

Officiellement, un nouvel enfermement des Français n'est pas exclu. Le 13 mai, Emmanuel Macron, plus pessimiste qu'à l'accoutumée, a lui-même évoqué l'hypothèse «possible mais incertaine d'un reconfinement, si la situation devait se dégrader». Le sommet de l'Etat se prépare d'ailleurs à cette éventualité. Jean Castex, son «M. Déconfinement», appelait dans un rapport à préserver la «réversibilité des mesures» en cas de résurgence de l'épidémie. «La philosophie qu'on a adoptée depuis le début avec le premier ministre est de corriger constamment le tir si besoin était, si des difficultés apparaissent», a également précisé le chef de l'Etat.

Mais personne ne veut croire à cette hypothèse, tant ses conséquences sont difficiles à mesurer. «Un reconfinement généralisé, ce serait un coup psychologique très dur pour le pays et peut-être fatal pour l'économie. Le coût politique serait également très fort, car cela voudrait dire que l'on n'a collectivement pas réussi à relancer le pays, sans maîtriser le virus», analyse un proche d'Emmanuel Macron, convaincu que le pouvoir joue gros. Les exemples étrangers ont de quoi donner des frayeurs: récemment, la Chine a été contrainte de reconfiner plus de 100 millions de personnes après de nouveaux cas de Covid-19. Idem au Liban ou au Chili, où un nouveau confinement, assorti d'un couvre-feu, a tourné à l'émeute...

Selon les milieux patronaux, pour qui la France en a trop fait en matière de confinement par rapport à ses voisins européens, les conséquences d'un nouvel enfermement seraient catastrophiques. «Avant de réussir les jours d'après, il faut réussir les jours

d'avec», intime ainsi Antoine Fré-

rot, PDG de Veolia et de l'Institut de l'entreprise, dans une lettre ouverte publiée le 11 mai. «Le niveau d'emploi français ne sera préservé que si l'appareil entrepreneurial de notre pays subsiste, explique le chef d'entreprise, qui fait partie de ceux qui sont écoutés à l'Elysée. Nous sommes nombreux à être inquiets pour les entreprises, en particulier les plus petites. Des centaines de milliers d'entre elles risquent de disparaître si elles ne peuvent pas reprendre avant l'été et encaisser du chiffre d'affaires.» Mardi, M. Macron a déjà prévu de présenter un plan de soutien au secteur automobile.

### « Ne pas crier victoire »

Les Français, de leur côté, semblent s'être déjà préparés mentalement à une telle éventualité. 72 % d'entre eux pensent que la France sera à nouveau confinée après l'irruption d'une deuxième vague de l'épidémie, selon une enquête Harris Interactive publiée le 8 mai. Dans l'opposition, le chef de file de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, prédit le pire. «La deuxième vague de l'épidémie est inéluctable, le deuxième pic est inéluctable», a-t-il affirmé le 28 avril, à l'Assemblée nationale, sans pour autant fournir de preuves de sa conviction. «Si on retombe dans la pandémie, ce sera très difficile pour nous. Il n'y aura pas de place pour la nuance. Ce mouvement d'opinion sera tellement massif, tellement fort, tellement puissant, que le couple exécutif sait que son destin politique est lié à ça», considère un fidèle du président.

Pas question de baisser la garde, donc: il faut éviter la deuxième vague, ou au moins la contenir. «L'épidémie n'est pas derrière nous. Ne relâchons pas nos efforts», a tweeté Emmanuel Macron à la

veille du week-end de l'Ascension, qui s'annonçait estival et faisait se glacer le sang de l'exécutif, craignant un chassé-croisé du virus de part et d'autre du pays. «Il est encore trop tôt pour voir les effets du déconfinement, on doit faire attention à ne pas crier victoire, sinon les gens risquent d'oublier toutes les mesures qu'ils ont globalement respectées durant le confinement», met en garde un conseiller ministériel. Accélérer le déconfinement, oui, mais en évitant le tête-à-queue. ■

OLIVIER FAYE,  
ALEXANDRE LEMARÉ  
ET CÉDRIC PIETRALUNGA

**Début mai,  
72% des Français  
pensaient  
que le pays serait  
à nouveau  
confiné après une  
deuxième vague  
de l'épidémie**

**« Les deux sujets  
importants de  
cette deuxième  
phase restent  
l'éducation  
et les transports  
publics », assure-  
t-on à Matignon**



## Nouvelles dispositions pour les municipales

Dimanche, le ministre de l'intérieur a précisé deux nouvelles dispositions pour le second tour des municipales prévu le 28 juin. Dans chaque bureau de vote, les pouvoirs publics devront fournir un masque aux votants qui en auront besoin. *« C'est un engagement que nous prenons aux côtés des communes pour faire en sorte que chaque électeur qui n'en ait pas puisse être équipé »*, a affirmé Christophe Castaner dans un entretien au *Parisien*. Et puisque la campagne pour ce second tour va être plus longue qu'un simple entre-deux-tours, le plafond de remboursement des frais de campagne sera augmenté de 20%. *« La campagne officielle débutera le 15 juin mais tout ce qui a été engagé, y compris depuis le premier tour et jusqu'à aujourd'hui, devra être intégré dans le compte de campagne. (...) Nous augmenterons par décret de 20 % le plafond de remboursement des dépenses »*, a déclaré le ministre.